



CHAPITRE 7

METTRE FIN À LA PAUVRETÉ RURALE: LES ENJEUX

La réduction de la pauvreté n'est pas quelque chose que les gouvernements, les agences de développement ou les ONG peuvent faire pour les pauvres. C'est aux pauvres eux-mêmes de prendre la responsabilité de leur propre développement en devenant les agents du changement.

Entre 1970 et 1990, la pauvreté, la faim, la mort prématurée et l'analphabétisme ont reculé plus et plus vite que jamais auparavant dans l'histoire. La plupart des personnes qui ont bénéficié de cette évolution sont des ruraux pauvres des pays en développement. Néanmoins, de vastes zones rurales, où vivent des centaines de millions de personnes, sont toujours prisonnières de la pauvreté; depuis 1990, les progrès ont été beaucoup plus lents. Dans le présent rapport, nous nous sommes demandé qui sont les ruraux pauvres, où ils se trouvent, quelles sont les raisons des succès et des échecs de la lutte contre la pauvreté et qu'est-ce qu'on peut faire pour relever le défi, et enfin qui doit agir.

Des conseils stratégiques adressés à tel ou tel pays n'ont pas leur place dans un rapport global sur la pauvreté rurale. Dans chaque chapitre, nous avons formulé des conclusions concernant la nécessité d'améliorer les politiques et le genre de politique qui peut réussir, ou au contraire échouer, dans des conditions données. Néanmoins, on peut dégager quelques grandes lignes qui permettent d'indiquer l'orientation que doivent prendre les politiques et quelques conclusions pratiques.

LES GRANDS THÈMES ET LES NOUVEAUX DÉFIS

La nature de la pauvreté rurale et l'inadéquation des stratégies

La plupart des pauvres du monde sont des habitants des campagnes et il en restera ainsi au moins jusqu'à

2035. Les écarts entre villes et campagnes en matière de pauvreté, de santé et d'alphabétisation sont considérables et, dans l'ensemble, n'ont pas tendance à diminuer. Ces écarts sont non seulement inévitables mais aussi inefficaces: en transférant les ressources, les moyens de production et les droits d'accès des populations urbaines aux populations rurales et, parmi celles-ci des riches aux pauvres, on peut souvent obtenir une accélération de la croissance. Aujourd'hui, alors que la plupart des donateurs et des pays en développement réorientent leurs politiques de développement pour privilégier la lutte contre la pauvreté, on pourrait s'attendre à ce que les investissements et l'aide extérieure soient concentrés sur les pays les plus pauvres, et sur l'agriculture et les autres activités rurales. Cela n'est pas le cas; par exemple, entre 1988 et 1998, l'aide à l'agriculture a chuté de près des deux tiers en termes réels.

Les pauvres eux-mêmes ne se plaignent pas seulement de l'insuffisance de leur consommation, mais aussi de leur mauvaise santé, de leur manque d'instruction, de leur vulnérabilité, du fait qu'ils n'ont aucun patrimoine et qu'ils sont méprisés par les fonctionnaires. En général, ceux qui souffrent de l'un ou l'autre de ces maux souffrent aussi des autres. Dans cette population sont surreprésentés les femmes rurales, les minorités ethniques isolées, les paysans sans terre, les journaliers et les enfants: la pauvreté et le manque d'instruction se transmettent de génération en génération. Pour rompre les multiples chaînes

de la pauvreté, il faut attaquer sur plusieurs fronts. Par exemple, les ruraux pauvres sont scandaleusement défavorisés en matière d'éducation. Il faut donc créer davantage d'écoles de proximité, mais il faut aussi améliorer les soins de santé et la nutrition. En effet, les enfants sous-alimentés ou malades ne peuvent pas apprendre, ce qui incite les parents à les faire travailler et perpétue la pauvreté.

Le déclin de la fécondité et la hausse considérable du ratio travailleurs/personnes à charge prévu sur la période 1990-2030 pourraient aider les pauvres à échapper à la pauvreté, si les travailleurs supplémentaires parviennent à trouver un emploi correct. La plupart des pays d'Asie de l'Est ont su relever le défi, grâce à l'accroissement des rendements agricoles et des revenus des petits paysans, et donc de l'emploi agricole, qui ont été rapidement suivis par une expansion de l'emploi et de l'activité économique non agricole. L'Asie du Sud et l'Afrique peuvent en faire autant si les gouvernements parviennent à formuler des politiques agricoles et rurales adaptées et que ces politiques permettent d'améliorer l'accès aux moyens de production et les perspectives des ruraux pauvres au niveau local.

Les discriminations que subissent les femmes en matière d'éducation, de propriété foncière et, dans certains pays, de nutrition et de soins de santé réduisent leur sécurité et leur confiance en soi; dans certains pays, elles freinent la transition démographique. Ces discriminations sont plus prononcées dans les campagnes et on peut les réduire en distribuant de façon plus équitable les ressources rurales.

Pauvreté et moyens de production

Ceux qui vivent dans la pauvreté extrême consacrent près des trois quarts de leur revenu à l'alimentation. Les aliments de base leur fournissent plus des deux tiers des calories qu'ils consomment et la culture de ces aliments leur procure à peu près la moitié de leur revenu. C'est pourquoi l'accès aux terres agricoles peut être une protection contre la misère. Les réformes agraires classiques ont transféré plus de terres qu'on ne le pense généralement et ont assez bien réussi à réduire la pauvreté, mais elles ont rencontré de nombreux problèmes. La redistribution consensuelle et décentralisée des terres est une solution prometteuse, qui consiste à inciter les grands

propriétaires à vendre des petits lopins aux pauvres, mais elle nécessite un financement. Elle est conforme aux préférences de nombreux donateurs, bénéficiaires et organisations de la société civile, ainsi que d'une grande partie des pauvres. Toutefois, et notamment en raison des nouvelles exigences liées à la mondialisation, les petits paysans installés par la réforme agraire ont aussi besoin d'un marché concurrentiel pour la fourniture d'intrants et de services, et d'innovations, de routes et d'autres ressources que normalement seuls les pouvoirs publics peuvent fournir.

Les équipements hydrauliques sont aussi de plus en plus importants pour les ruraux pauvres, car les zones touchées par la raréfaction ou le détournement de l'eau ne cessent de s'agrandir. Il est souhaitable de cesser de subventionner l'eau, mais il ne faut détourner l'eau des campagnes vers les villes qu'avec la plus grande prudence, car cela risque de compromettre l'accès déjà insuffisant des pauvres à l'eau d'irrigation et à l'eau de boisson.

Le fait que les habitants des campagnes, les pauvres et les femmes soient très défavorisés en matière d'accès au capital humain, en particulier la santé et l'éducation, est non seulement inéquitable mais aussi inefficace, et dans la plupart des cas la situation ne s'améliore pas. Les interventions visant à donner aux pauvres un meilleur accès à la santé et à l'éducation, en même temps qu'à la terre et aux techniques agricoles modernes, sont complémentaires: chacune accroît le gain économique et la réduction de la pauvreté résultant de l'autre.

Politique technologique, pauvreté et préservation des ressources naturelles

La valeur des ressources humaines, foncières, hydriques et autres dépend des technologies employées pour les transformer, avec du travail, en revenus. Comme les pauvres n'ont guère de patrimoine, ils sont obligés de vivre essentiellement de la vente de leur force de travail. C'est pourquoi, si l'on veut éliminer la pauvreté, il est essentiel d'accroître le prix de ce travail, en optant pour des méthodes de mise en valeur et des technologies à forte intensité de main-d'œuvre. Au contraire, les subventions qui encouragent l'emploi de machines ou de produits chimiques pour des activités agricoles comme la moisson ou le désherbage détruisent des emplois, ce qui en

définitive pénalise les pauvres. Par ailleurs, si les pauvres possèdent un peu de terre agricole, leur pouvoir de négociation sur le marché du travail augmente. Il faut que les agronomes comprennent que l'emploi de main-d'œuvre, s'il a un coût, a aussi des avantages en termes de réduction de la pauvreté.

Les technologies rurales doivent répondre à deux objectifs: réduire la pauvreté par un accroissement et une meilleure distribution de la production et du bien-être et améliorer la durabilité des ressources. Dans l'ensemble, les meilleurs résultats en ce qui concerne le premier objectif ont été obtenus grâce à la recherche bioagricole et, en ce qui concerne le second, par l'amélioration des techniques de gestion de la terre et de l'eau. Ces deux types d'interventions sont très complémentaires, mais elles sont rarement intégrées en raison de modes ou d'obstacles entre les chercheurs et les institutions. Les agriculteurs pauvres peuvent rarement se permettre d'adopter des techniques de conservation si celles-ci ne leur fournissent pas aussi un surcroît de production. Toutes les recherches des instituts doivent être complétées par les expérimentations faites par les paysans eux-mêmes, et les méthodes participatives accroissent les chances de réussite. L'absence de progrès des techniques de gestion de l'eau (en particulier en Afrique) et le ralentissement des gains de rendement des cultures vivrières, autrefois très élevés, sont très préoccupants. Il faut mettre fin à la stagnation ou au déclin des ressources consacrées à de nombreux aspects de la recherche agricole publique. Si l'on veut éviter qu'un nombre croissant de résultats de la recherche agricole soient brevetés par une poignée d'entreprises privées, qui n'ont guère d'intérêt à orienter leur travail vers les besoins des ruraux pauvres, il faut mettre en place des partenariats entre le secteur public et le secteur privé et de nouvelles incitations pour la recherche scientifique.

Juste au moment où la réduction de la pauvreté rurale, la croissance des rendements des cultures vivrières et l'expansion des revenus agricoles dans les pays en développement commencent à marquer le pas, avant que bon nombre de régions aient pu en bénéficier, le génie génétique ouvre de nouveaux horizons scientifiques fascinants. Les manipulations génétiques ont suscité un intense débat et une forte polarisation. Il faut étudier soigneusement les lois commerciales et environnementales et les règles de sécurité

pour que ces travaux aident les pays en développement, sans que ni les pauvres ni le monde en général ne soient exposés à des risques excessifs. Toutefois, du point de vue de l'élimination de la pauvreté, le risque essentiel est que les progrès du génie génétique ne parviennent jamais aux pauvres et aux affamés. Il ne faut pas laisser la décision aux hommes d'affaires et aux politiciens et au contraire consulter les chercheurs, les ruraux pauvres eux-mêmes (qu'ils soient travailleurs, consommateurs ou exploitants agricoles) et les organisations qui sont en contact direct avec eux.

Pauvreté, marchés, libéralisation et mondialisation

Les pauvres ont besoin de technologies pour accroître le rendement de leurs ressources, mais ils ont aussi besoin de marchés pour vendre leur production au meilleur prix. Malheureusement, ils sont victimes du pouvoir de marché de leurs contreparties, de défaillances du marché, d'une distribution inégale des avantages apportés par la libéralisation et d'obstacles à l'accès aux marchés. Les populations rurales étant dispersées et vivant dans les zones isolées, l'accès aux marchés est particulièrement inefficace et la concurrence et l'information très déficientes. La société civile, les pouvoirs publics, les donateurs et souvent les pauvres eux-mêmes peuvent faire beaucoup pour améliorer leur accès aux marchés et accroître leur pouvoir de négociation. La mondialisation peut beaucoup apporter aux ruraux pauvres, mais pour cela il est essentiel d'aider les petits producteurs à exploiter au mieux leurs relations marchandes avec des entreprises privées infiniment plus puissantes.

L'accès à l'information est un aspect négligé dans l'étude de la pauvreté rurale; une meilleure information permettrait aux paysans d'acheter ou de vendre en connaissance de cause. La construction de routes rurales entraîne des gains de production globale et une réduction de la pauvreté remarquable. Elle est moins rentable dans les zones très isolées et là où la densité démographique est faible, mais même dans ces zones on peut faire preuve d'imagination pour améliorer l'accès aux marchés ou réduire les coûts de transaction des pauvres. Il est souvent rationnel d'instaurer la vérité des prix, mais cela ne contribue en rien à améliorer l'accès aux marchés des populations isolées et peut même le détériorer.

La libéralisation et la mondialisation entraînent des modifications profondes dans de nombreuses zones rurales pauvres. Même dans les activités de main-d'œuvre, les paysans pauvres ont du mal à respecter les normes rigoureuses de la grande distribution ou des marchés d'exportation. Les donateurs peuvent collaborer avec des ONG et des coopératives, ainsi qu'avec les pouvoirs publics, pour aider les pauvres à renforcer leur pouvoir de négociation, en créant des associations professionnelles ou des associations de commercialisation.

Des institutions rurales favorables aux pauvres

En général, les pauvres sont exclus des institutions et des partenariats qui leur donneraient les moyens d'influer sur les décisions qui les concernent, car les institutions sont dominées par les non-pauvres, plus puissants. En apportant aux pauvres des ressources adaptées (terre, éducation ou technologie) pour accroître leur productivité, et des marchés pour faciliter la vente de leurs produits et l'achat de leurs intrants, on élargit le champ des options qui s'offrent à eux et, au bout d'un certain temps, cela peut aussi les aider à modifier les institutions en leur faveur. Les institutions décentralisées de gestion des ressources naturelles et de distribution de services financiers n'ont pas toujours réussi à atteindre les pauvres, même si elles ont pu les aider indirectement, en accroissant l'efficacité et la durabilité, lorsque les élites locales sont amenées à comprendre qu'elles ont des intérêts communs avec eux.

La lutte contre la pauvreté est une entreprise complexe qui exige un engagement de longue haleine au service d'une action commune cohérente mais souple. Il n'y a pas de solution toute faite. Aucune institution, nationale ou multilatérale, publique ou privée, et aucune stratégie ne peuvent à elles seules remédier efficacement aux différentes causes de la pauvreté. C'est pourquoi une stratégie cohérente de lutte contre la pauvreté doit s'appuyer sur des partenariats stables, fondés sur la confiance autant que sur l'intérêt bien compris.

Il faut appuyer le changement, dans un sens plus favorable aux pauvres, par une action à la base. La coalition des pauvres, éventuellement avec des non-pauvres, offre le meilleur espoir d'intégrer les pauvres dans un processus conduisant à un partage plus

équitable de la richesse et du développement. La meilleure garantie d'une bonne politique est la transparence.

RELANCER ET ÉTENDRE LE REcul DE LA PAUVRETÉ RURALE: ÉDIFICATION D'UN PARTENARIAT MONDIAL

Nous avons évoqué plus haut les micropartenariats et les mésopartenariats. Les macropartenariats constituent le cadre mondial de la stratégie de lutte contre la pauvreté. Un de leurs principaux objectifs doit être d'améliorer la coordination entre les donateurs pour accroître l'efficacité de l'aide.

Depuis le Sommet social des Nations Unies de 1995, la communauté internationale a entrepris de reconstruire le partenariat mondial avec les pauvres. L'expression la plus récente de cet effort a été le Sommet du millénaire de septembre 2000, à l'occasion duquel les chefs d'État et de gouvernement ont confirmé leur engagement de réduire la pauvreté extrême de moitié d'ici à 2015. Depuis quelques temps, le système des Nations Unies considère donc la lutte contre la pauvreté comme son objectif essentiel. Sous les auspices de l'OCDE, les grands pays donateurs ont aussi décidé de réorienter leur aide en fonction d'objectifs similaires de réduction de la pauvreté à l'échelle nationale. Les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, que doivent rédiger chaque bénéficiaire de l'aide de la Banque mondiale et du FMI, complètent ce processus¹.

Malheureusement, les ressources dont on dispose pour financer l'aide au développement et atteindre cet objectif de réduction de la pauvreté n'ont pas augmenté et ont même diminué ces dernières années. Comme nous l'avons vu, la grande majorité des pauvres vivent dans les zones rurales et leurs moyens d'existence sont liés à l'agriculture; or, l'aide au développement affectée à l'agriculture a chuté de près de deux tiers entre 1987 et 1998. De plus, on a eu tendance à moins aider les activités productives des paysans pauvres pour consacrer davantage de ressources au secteur social.

Il y a donc une contradiction entre un objectif ambitieux de réduction de la pauvreté et la réduction des ressources disponibles pour l'atteindre. Si les pays riches veulent vraiment réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015, ils doivent accroître l'aide globale au

Encadré 7.1: Les partenariats pour le développement

Le cadre de développement intégré se veut une approche globale du développement. Il vise à formuler des politiques plus équilibrées en soulignant l'interdépendance de tous les aspects – sociaux, structurels, humains, politiques, écologiques, économiques et financiers – du développement. Il s'appuie sur les principes suivants:

- appropriation nationale. C'est le pays et non les agences de développement qui détermine les buts, les étapes et l'échéancier de ses programmes de développement;
- partenariats avec le gouvernement, la société civile, les organisme d'aide et le secteur privé pour définir les besoins du développement et les programmes de mise en œuvre;
- vision à long terme des besoins et des solutions, définie sur la base de consultations nationales permettant d'obtenir un consensus durable;
- prise en compte des préoccupations structurelles et sociales en même temps que des contraintes macro-économiques et financières.

Ce dispositif est encore expérimental, mais dès qu'il sera rodé il offrira un cadre de partenariat global pour une participation sélective du FIDA à l'échelon national, dans les limites de son mandat et de sa stratégie.

Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement est un cadre de planification stratégique et de collaboration qui aide à définir les priorités de l'action des Nations Unies. C'est un des éléments clés de la réforme proposée par le Secrétaire général en juillet 1997, conçu pour accroître la cohérence, la coordination et l'efficacité du travail de développement des Nations Unies sur le terrain. Le fait que de nombreux organismes des Nations Unies, dont le FIDA, y participent facilite la coordination sur le plan opérationnel, et une phase pilote a été lancée dans 19 pays.

développement et en affecter à l'agriculture une part conforme à son importance pour la subsistance de la majorité des pauvres.

Une fois cette condition remplie, il faudra développer et promouvoir une véritable coopération, une meilleure gestion des affaires publiques et un cadre institutionnel ouvert aux populations rurales pauvres des pays en développement. Les gouvernements des pays en développement et les organismes de développement ont besoin de partenariats pour lutter efficacement contre la pauvreté et les ruraux pauvres ont eux aussi besoin de partenariats pour appuyer leurs propres initiatives, mais sans les ingérences qu'on reproche parfois aux donateurs².

C'est pourquoi les donateurs insistent sur la nécessité d'édifier des partenariats pour accroître l'efficacité et l'efficacité de l'effort de lutte contre la pauvreté et pour forger un consensus au sujet:

- des priorités du développement;
- des réformes nécessaires pour atteindre les objectifs prioritaires;
- des programmes ou projets à mettre en œuvre à l'appui de ces réformes; et
- de l'efficacité de la mise en œuvre des programmes et projets, avec une meilleure définition des responsabilités des diverses parties prenantes.

Face à la raréfaction des ressources affectées au développement, une des réponses a été de chercher à

coordonner les fonds disponibles autour d'initiatives communes de lutte contre la pauvreté. Le cadre de développement intégré proposé par la Banque mondiale et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement sont deux des cadres proposés pour cette coordination (encadré 7.1).

Il est de plus en plus important d'assurer une coordination efficace entre les donateurs pour éviter les doubles emplois et pour ne pas surcharger l'administration du pays bénéficiaire. Souvent, la multiplication des donateurs et des programmes peut semer la confusion dans les pays bénéficiaires. Le gouvernement peut être amené à considérer que les activités des donateurs sont plus un boulet qu'une aide lorsqu'il doit affecter un grand nombre de responsables à la supervision de nombreuses activités qui se chevauchent.

Les initiatives mondiales visant à forger des coalitions et des partenariats entre les pays en développement et les donateurs sont les bienvenues. Toutefois, pour qu'elles aboutissent, il faut que leur contenu soit déterminé depuis la base.

Premièrement, chaque gouvernement doit être responsable des politiques nationales. L'histoire a montré que les conditions imposées dans le cadre de l'aide au développement et la planification de la lutte contre la pauvreté dans des capitales du Nord pour les pauvres d'Asie ou d'Afrique sont rarement efficaces. En conséquence, chacun des gouvernements partici-

pant au processus d'élaboration du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté a accepté de présider une coalition nationale, chargée d'élaborer la stratégie de lutte contre la pauvreté en concertation avec des organismes de la société civile et de rédiger le document. En Asie, huit pays travaillent avec la Banque asiatique de développement à des stratégies qui visent directement à atteindre les objectifs fixés par le Sommet social pour 2015 en matière de pauvreté, de santé, d'éducation et d'égalité des sexes.

Deuxièmement, il faut que les pauvres eux-mêmes prennent en main leur propre développement; nous disons bien les pauvres et pas une 'société civile' abstraite, qui peut être partielle en faveur des riches et des puissants. Même lorsque les pauvres peuvent surmonter cette partialité, les institutions de la société civile sont sous-développées dans certains pays et réprimées dans d'autres. L'essentiel est que les pauvres aient une marge de manœuvre suffisante, soit en s'appropriant certaines institutions locales ou centrales, soit en formant des coalitions avec une partie des non-pauvres. L'obstacle est particulièrement redoutable lorsqu'on cherche à aider les plus pauvres, qui sont souvent des membres de minorités linguistiques vivant dans des zones isolées.

L'AVENIR: SUCCÈS OU ÉCHEC?

La pauvreté rurale pourrait s'aggraver en raison de facteurs que nous n'avons pas examinés dans le présent rapport, tels qu'une multiplication des guerres ou des troubles civils, une propagation plus rapide que prévue du SIDA ou le réchauffement de la planète. A contrario, dans certains grands pays qui disposent d'importantes ressources minérales, comme le Nigéria ou la République démocratique du Congo, une administration publique compétente et stable pourrait obtenir une réduction de la pauvreté beaucoup plus rapide et ample qu'on ne le prévoit aujourd'hui. Pour terminer, nous chercherons à nous projeter 20 ou 25 ans dans l'avenir et à nous demander quelles pourraient être les politiques nécessaires à ce moment-là pour gérer les conséquences du succès ou de l'échec de la lutte contre la pauvreté. Comment des mesures prises dès aujourd'hui pourraient faciliter la tâche dans 20 ou 25 ans?

Pour réduire la grande pauvreté dans les pays à faible revenu, il faut d'abord accroître les rendements

et l'emploi agricoles, puis opérer une transition vers des productions non agricoles à forte intensité de main-d'œuvre, tandis que le nombre de personnes travaillant dans l'agriculture diminue et que les villes s'agrandissent. Dans les pays en développement, il est indispensable d'améliorer la petite agriculture si l'on veut atteindre les objectifs immédiats de réduction de la pauvreté, et cela peut apporter une contribution décisive au processus global de développement, notamment en créant de nouvelles activités rémunératrices et de nouveaux emplois dans d'autres secteurs. Toutefois, ce n'est qu'un premier pas.

Plusieurs pays d'Asie de l'Est, après des progrès considérables de leur agriculture, ont réussi la transition vers une économie non agricole dynamique. Cela a tendance à accélérer l'urbanisation, ce qui crée de nouveaux problèmes, mais ces problèmes sont plus faciles à résoudre car l'exode rural est dans ce cas dû plus à l'essor de l'économie rurale qu'au désespoir.

Toutefois, l'expansion des activités rurales non agricoles à forte intensité de main-d'œuvre semble avoir joué un rôle essentiel dans la réussite de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Dans les premiers stades, cette expansion est d'autant plus rapide qu'il y a une demande, en particulier de biens de consommation, émanant d'un secteur agricole dynamique et relativement égal. Ensuite, elle stimule des marchés plus larges. La stratégie de progrès techniques dans des activités de main-d'œuvre et de distribution égalitaire de la terre et du capital humain permet donc non seulement de réduire la pauvreté à court terme, mais aussi de faciliter la transition d'une économie agraire vers une économie plus diversifiée qui contribue à faire reculer encore la pauvreté³.

Quels seront donc, dans 20 ou 25 ans, les effets d'un échec de la croissance économique rurale ou de l'incapacité d'obtenir une réduction plus générale de la pauvreté? Globalement, les périodes de forte croissance sont associées à une réduction rapide de la pauvreté, mais il y a de grandes différences entre les pays. Le fait qu'en Afrique la pauvreté rurale n'ait pas diminué s'explique essentiellement par la stagnation de l'agriculture et, dans les quelques pays qui font exception à cet égard, tels que l'Ouganda, le Ghana et une partie de l'Éthiopie, il apparaît que la pauvreté a quelque peu diminué. D'autre part, l'Inde a obtenu une croissance plus rapide entre 1992 et 1999

qu'entre 1975 et 1989, mais le recul de la pauvreté face à l'expansion de l'agriculture ou de l'économie en général a été plus lent. Il est difficile de penser, compte tenu en particulier de la transition démographique qui signifie que les ruraux pauvres ont moins d'enfants et des enfants mieux instruits, que le déclin de la pauvreté rurale en Inde ne recommencera pas à s'accélérer si la croissance de l'agriculture se poursuit. En revanche, il est malheureusement très possible que la pauvreté persiste dans une grande partie de l'Afrique rurale si l'expansion agricole ne s'accélère pas, en particulier là où la distribution de la terre est très inégale.

Dans le présent rapport, nous avons vu qu'on a fait de grands progrès en matière de lutte contre la pauvreté rurale, mais aussi que ces progrès ont tendance à se ralentir, ce qui est inquiétant, et que de vastes zones sont restées à l'écart. Pour faire reculer la pauvreté rurale, il faut donner aux pauvres accès à des moyens de production, à des technologies et à des marchés, et leur permettre d'avoir plus d'influence sur des institutions décentralisées ou centrales. Les

pauvres eux-mêmes, les ONG et des organisations comme le FIDA ont joué un rôle clé qui a permis aux pauvres de participer aux processus de prise de décisions concernant le crédit, la technologie agricole, la gestion des ressources naturelles, etc., qui déterminent leurs chances d'échapper à la pauvreté.

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. Certaines des vieilles solutions qui se sont révélées efficaces, comme la réforme agraire, la révolution verte et le développement de l'irrigation, ont atteint leurs limites. Toutefois, les raisons pour lesquelles ces solutions étaient efficaces restent valables: il faut toujours que les pauvres puissent exploiter, par des méthodes et des techniques à forte intensité de main-d'œuvre, des ressources qui améliorent leur sécurité. Les institutions, les partenariats locaux et mondiaux requis (en particulier ceux qui associent les pauvres, les chercheurs et le secteur privé) et les mécanismes marchands qui permettent aux pauvres d'obtenir ces ressources et ces technologies ont changé, mais il faut toujours que les pauvres puissent participer à leur propre autonomisation.

Notes en fin de chapitre

- 1 Jusqu'à présent, l'élaboration de ce document était une des conditions préalables pour obtenir un désendettement dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), mais bientôt il sera aussi exigé pour les prêts accordés par la Banque mondiale à des conditions de faveur (par l'intermédiaire de l'Association internationale de développement ou IDA), ou pour les soutiens à moyen terme dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du FMI, qui s'appelait autrefois Facilité d'ajustement structurel renforcée.
- 2 Selon certains sceptiques, même le partenariat est au fond un moyen pour les donateurs d'imposer leurs vues, de faire appliquer de façon plus efficace et concertée le programme de la libéralisation (Abugre 2000).
- 3 C'est pourquoi, même lorsque l'agriculture ne représente plus que 10 à 20% du PIB, les différences entre pays pour ce qui est de l'inégalité de la répartition des terres agricoles expliquent encore une grande partie des différences d'inégalité globale (Carter 2000).